

1. [Accueil](#)
2. Entity Print

Rapport

[Économie](#)

+ 2

[Épargne](#)[Banque de France](#)

# Rapport sur l'épargne réglementée 2021

19 Juillet 2022

Fronton du 39 rue Croix-des-petits-champs. Crédit Banque de France - Philippe Jolivel

**Par François Villeroy de Galhau**

Cette nouvelle édition du rapport annuel de l'épargne réglementée est l'occasion de souligner **un début de normalisation dans le comportement d'épargne des Français**. En effet, si les restrictions sanitaires encore fortes sur le premier semestre 2021 ont freiné certaines dépenses de consommation et alimenté le surplus d'épargne, le taux d'épargne des ménages sur la seconde moitié de l'année se rapproche de celui de la période pré-Covid.

Ainsi, entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2020 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2022, le surplus d'épargne financière accumulé par les ménages s'établit à 151 milliards d'euros. Depuis le troisième trimestre 2021, ce surplus ne diminue pas : **les ménages, s'ils retrouvent un niveau de consommation normal, ne désépargnent pas pour autant**. Dans le contexte actuel de hausse de l'inflation, on n'observe pas à ce stade de mouvements d'amplitude tant sur le volume que sur l'allocation de l'épargne.

En principe, l'inflation pourrait avoir des effets à la hausse comme à la baisse sur le volume de l'épargne : les ménages peuvent augmenter celle-ci pour maintenir la valeur réelle de leurs encaisses monétaires ; ils peuvent aussi la diminuer pour maintenir leur niveau de consommation face à la baisse de leur pouvoir d'achat.

De fait, **le contexte d'incertitude actuel semble plutôt favoriser un maintien de l'épargne de précaution**. De même, aucune déformation notable de la structure des portefeuilles n'est pour le moment observée, comme en témoigne la stabilité du partage entre produits de taux et produits de fonds propres. À moyen terme, **la structure d'allocation d'actifs pourrait cependant être affectée par l'évolution des rendements réels des différents supports d'épargne**. En 2021, les flux de placements financiers, principalement sur les dépôts et l'épargne réglementée, ont été largement positifs au premier semestre et se sont amenuisés par la suite. **Ce phénomène est notamment visible sur le livret A**, dont les mouvements sont amples dans les deux sens :

- **168 milliards d'euros de versements**, pour 148 milliards d'euros de retraits en 2021 ;
- Au total, fin 2021, **l'encours de l'épargne réglementée atteint 833,7 milliards** soit 14 % du patrimoine financier des ménages, proportion inchangée par rapport à 2020 ;
- La stabilité des ressources liées à l'épargne réglementée permet la continuité du financement du logement social et de la politique de la ville, du soutien aux PME et TPE, à la transition énergétique ou la réduction de l'empreinte climatique, et enfin à l'économie sociale et solidaire ;

- Les taux des livrets indexés en totalité ou en partie sur la hausse de l'indice des prix à la consommation hors tabac ont été réévalués au début de l'année 2022 et le seront à nouveau au 1<sup>er</sup> août ;
- Les taux des livrets A et des LDDS ont augmenté de 0,5 % à 1 % au 1<sup>er</sup> février 2022, puis à 2 % au 1<sup>er</sup> août ;
- Quant au LEP, sa rémunération a été portée de 1 à 2,2 % au 1<sup>er</sup> février, puis à 4,6 % au 1<sup>er</sup> août.

**Le mécanisme de révision des taux de l'épargne réglementée remplit ainsi son rôle en adaptant la rémunération des épargnants face à la hausse des prix**, tout en maintenant un équilibre financier pour le système bancaire, la Caisse des dépôts et consignations, et le financement de l'activité économique et des emplois ciblés par le législateur.

## 834

834 milliards d'euros déposés sur les produits d'épargne réglementée fin 2021, dont 450 milliards sur le livret A et le LDDS et 291 milliards sur le PEL

## 11,7

11,7 millions de Français éligibles qui ne détiennent pas de LEP

Comme les années précédentes, avec un encours de 107,7 milliards rémunéré en moyenne à 4,5 %, le poids des PEL ouverts avant 2011 reste élevé et concentré sur des populations qui l'utilisent en tant que produit de placement et non comme outil de constitution d'un apport personnel en vue d'acquérir un logement ; en outre, leurs détenteurs appartiennent pour une part significative aux catégories d'épargnants les plus aisées.

Un dernier mot enfin pour conclure sur les toutes dernières tendances observées entre janvier et mai 2022. **L'encours de livret A est en hausse de 9,2 milliards contre 8,3 milliards d'euros sur la même période en 2021.** Pour le LEP, la hausse de l'encours s'élève à 1,6 milliard, soit près de 5 fois le montant sur la même période un an plus tôt : couplées à une rémunération qui préserve le pouvoir d'achat des épargnants, les mesures publiques mises en place pour la promotion de ce livret semblent aussi porter leurs fruits. En effet entre janvier et mai 2022, près de 824 000 LEP ont été ouverts, soit déjà 173 000 de plus que sur l'ensemble de l'année 2021.

**Si cette tendance est très encourageante, le taux de détention du LEP en dépit d'une rémunération relative plus attractive est encore trop bas** : en 2021, pour 18,6 millions de Français éligibles, on ne comptabilisait que 6,9 millions de LEP ouverts.

**Télécharger l'intégralité de la publication**

[Rapport sur l'épargne réglementée 2021 \(PDF - 13 Mo\)](#)